

Communiqué de presse

DÉCENTRALISATION : UNE DYNAMIQUE ENTRAVÉE

Les élus du Département du Val d'Oise demandent au Gouvernement une réelle concertation

Les élus du Département réunis ce vendredi 27 avril, en Assemblée départementale autour de Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise, ont voté à l'unanimité un vœu proposé par la Présidente concernant la remise en cause de la décentralisation par le Gouvernement.

Dans un contexte de menace pour l'avenir des territoires, les trois principales associations d'élus, l'AMF, l'ADF et Régions de France s'unissent pour dénoncer l'attitude de l'Etat face à l'importance de la concertation, demandée depuis de nombreux mois, et alerte l'opinion publique sur le risque de la mise en œuvre de ces mesures qui ne ferait qu'accentuer la fracture entre les territoires.

Alors que des décisions lourdes et menaçantes pèsent sur l'avenir des territoires, l'Etat prouve une nouvelle fois son indifférence : restructuration de la carte judiciaire, recentralisation et privatisation de la compétence apprentissage des Régions avec la fermeture de nombreux CFA dans les territoires, absence de clarification en matière professionnelle des demandeurs d'emplois, menace sur la pérennité de près de 9000km de « petites » lignes ferroviaires.

Aucune promesse n'est tenue et l'Etat ne fait pas face à ses obligations en menaçant gravement la capacité d'investissement des collectivités territoriales. Suppression de la taxe d'habitation, mise sous tutelle financière de grandes collectivités, désengagement concernant les Contrats de Plan Etat-Régions entrave la dynamique de décentralisation.

Les Départements supportent seuls la quasi-totalité de la charge pour l'accueil des Mineurs Non Accompagnés à hauteur de plus d'un milliard d'euros alors qu'ils subissent une non compensation de près de 9 milliards d'euros de leurs dépenses sociales. Un sentiment d'abandon gagne les territoires qui œuvrent chaque jour au service des Français.

« De telles décisions creuserait encore la fracture déjà béante entre une France en croissance et une France qui reste à quai. Face à la gravité de la situation, nous ne pouvons nous résoudre à cette remise en cause de la décentralisation » a souligné Marie-Christine Cavecchi, Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise.

Les élus du Conseil départemental du Val d'Oise appellent, aux côtés des trois associations, le Président de la République et le Premier Ministre à suspendre l'application de ses mesures et à engager une véritable négociation avec les associations pluralistes d'élus locaux, au niveau national comme dans les territoires.

Contact presse :

Marine Pivert
Responsable des relations presse
marine.pivert@valdoise.fr
Tél. 01 34 25 34 14 - 06 45 73 29 76